



cial

CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMÉRIQUE LATINE
U.E.R. D'ÉCONOMIE POLITIQUE

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5FF



AGENCE LATINO-AMÉRICAINNE D'INFORMATION
1224 STE-CATHERINE O. 403 - TEL.: (514) 861-0756
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

Bul. N^o 10 - année I

31 mai 1979



Quelques éléments pour la compréhension de la réalité de L'Honduras

Le 6 mars dernier, à 12h 15, plus de 500 ouvriers des 693 qui travaillent dans l'entreprise textile Bermis-Handal, filiale de la Bermis Company Inc. dont le siège est au Minnesota (Etats-Unis), occupèrent les principales installations de l'usine. Les travailleurs répondaient de cette façon, aux multiples actes arbitraires commis par l'entreprise et entamaient un mouvement de grève significatif pour le pays. A quatre heures de l'après-midi, un peloton formé de 20 soldats, sous les ordres du capitaine Margarito Amaya attaqua les travailleurs, donnant lieu à un affrontement généralisé, dans lequel meurent trois ouvriers, parmi eux le président du syndicat Hector Hernandez. Au moment même, où débute l'incident entre soldats et ouvriers, le feu commence à prendre dans différentes installations de l'usine, excepté dans les bureaux centraux.

L'incident dans l'usine textile Bemis-Handal, ne constitue pas un fait isolé mais doit être compris dans le cadre plus large de la répression continuelle contre le mouvement ouvrier et populaire hondurien. C'est cela précisément, qu'ont tenté de faire les membres du Comité «Pedro Zavala», qui en mars dernier, après les événements relatés plus haut, élaborèrent un texte intitulé «Honduras : un pays de «paix et tranquillité». Ce document comprenant une analyse de la situation générale, se penche essentiellement sur la description des organisations et des luttes populaires. Le considérant intéressant, nous nous sommes décidés à publier une partie importante de ce texte.

SITUATION GÉNÉRALE

Pour bien comprendre la signification de ce qui s'est passé dans l'usine textile Bemis-Handal, il est absolument nécessaire de l'analyser dans le contexte plus général, de la situation économique, politique et sociale de l'Honduras, et plus directement dans le cadre de la conjoncture actuelle.

QUELQUES DONNÉES ÉCONOMIQUES DE L'HONDURAS

D'après les données de la Banque Centrale, le Produit Intérieur Brut fût de 1.513 millions de \$ en 1977 et de 1.700 millions de \$ en 1978, faisant apparaître une augmentation de 8,9%. Néanmoins, pour cette année, on ne prévoit un accroissement que de 5 à 6%, dû à la baisse des prix du café, du sucre, du coton et d'autre part à la augmentation du pétrole.

Les principaux rayons du P.I.B. sont :

Agriculture	27,2%	Manufactures	15,1%
Commerce	11,2%	Impôts Indirects	11,5%
Services	8,0%	Mines	1,9%
Autres	24,9%		

Le café vient en première place des exportations avec 212,5 millions de \$ en 1978, suivit par le banane qui représente les 25% du total des exportations du pays tandis que les produits manufacturés représentent les 90% des importations avec les autres pays d'Amérique centrale.

Malgré les bons prix obtenus par le café, jusqu'à l'année dernière et l'amélioration de ceux de la viande, le commerce international est déficitaire pour l'Honduras. Car si les exportations ont augmenté de 16% en 1978, les importations, ont augmenté de 26% donnant lieu à un déficit de la balance des paiements de 200 millions de \$ en 1978, déficit qui va s'accroître, selon les prévisions pour 1979, et attendra le montant de 300 millions de \$.

Si beaucoup de facteurs rendent négatif le commerce, nous n'en citerons que quelques uns :

1.- Faible activité de l'agro-industrie traditionnelle. Par exemple, le volume du café exporté diminua de 9% en 1978; pour remplir son quota de viande aux Etats-Unis, le pays dut en importer une partie du Nicaragua.

40 p. 9801

2.- L'industrie est très faible, la plus faible de l'Amérique Centrale, c'est pour cela que le déficit commercial avec les pays de l'aire était encore de 17,7 millions de dollars en 1978, bien qu'il fut réduit grâce à des accords bilatéraux favorables.

3.- A part le café, les grands produits d'exportation, comme beaucoup d'industries, sont dans les mains de Compagnies étrangères, principalement nord-américaines. Ainsi le banane et la palme africaine dont la production et la transformation sont dominées par la Tela Railroad Co. (United Brands) et Standard Fruit Co. (Castle and Cook Inc.); les mines dans les mains de la Rosario Resources Corporation, etc. . . .

De plus, ces entreprises contrôlent partiellement ou totalement les suivantes industries ou groupes financiers.

United Brands Co. : Tela Railroad Co., Polymer S.A. (Plastiques), Compagnie Agricole de Rio Tinto, Numar S.A. (Margarine ..), Fabrica de Manteca y Jabon Atlántida, Tropical Radio y Telegraph Co.

Castle & Cook Inc. : Standard Fruit d'Honduras, Cerveceria Hondurena S.A.

Standard Fruit & Steamship Co. : Manufacture de Carton S.A., La Blanquita (Graisse...), Plasticos S.A., Banco de Comercio S.A., Banco Financiera Hondurena S.A. (2 pour cent des actions en 1973), Banco Atlantida S.A. (10% des actions), Azucarera Hondurena S.A.(1)

Ce pouvoir économique, que représente évidemment un immense pouvoir politique, a permis par exemple à la Tela Railroad Co. de frauder le fisc en 1974, en déclarant seulement 35.346.777 caisses de bananes alors que les pays importateurs avaient reçu de la même entreprise 37.572.400 caisses.

4.- Si l'on ajoute à cela le monopole dont finissent les principales industries, nous pouvons comprendre que le pays ne maîtrise pas sa propre économie. . . que son marché ne suit pas les lois du Libre Echange, mais que par contre la structure est clairement monopoliste et transnational, c'est -à-dire avec ses centres de décision dans le métropole.

Un autre aspect important de l'économie est celui des investissements. L'investissement privé fût le plus grand en 1978 avec 300 millions de dollars, créant 32 nouvelles industries de grande importance dans le textile, habillement, industrie du cuir, aliments, boissons et tabac.

Entre temps l'investissement publique fût de 208,5 millions de dollars orienté principalement vers la création de l'infrastructure du pays et aussi vers l'établissement de nouvelles usines que l'Etat vend à des particuliers quand elles sont déjà rentables, ces ressources par le biais de la Corporacion Nacional de Inversiones (CONADI), servent à donner des emprunts et garanties à quelques entreprises privées qui les nécessitent. Pour 1979, on prévoit un investissement de 225 millions de dollars.

Le II Plan National de Développement (1979-1984) poursuivra ces mêmes orientations : développement de l'infrastructure du pays avec le Projet Hydroélectrique du Cajon ; chemins de pénétration et transfert pour le Projet du Pulpe et Papier ; en plus de la création de l'usine même ;

une nouvelle usine de ciment ... qui absorberont la plus grande partie des 1.000 millions de dollars d'investissement public prévus pour les 5 années prochaines.

Comme le pays ne dispose pas de ressources premières pour développer les projets, il lui fera recourir à de grands prêts, ce qui fera croître davantage encore la dette extérieure qui se situe déjà dans les 2.000 millions de dollars, ce qui est une nouvelle forme de dépendance.

A propos, il est intéressant de noter que le budget de l'Etat pour 1979, qui atteint 502 millions dollars, est formé dans une proportion de 25% par des crédits de l'extérieur.

Avec une industrie faible, et en tant que pays importateur de pétrole, l'Honduras a atteint une inflation de 8,6% en 1977, 5,7% en 1978 et l'on prévoit de 8 à 10% d'inflation en 1979 dû à la baisse du café et aux augmentations des dérivés du pétrole.

Pour donner une image complète, nous prendrons les accroissements relatifs de quelques aliments de base du budget familial (2) :

PRODUITS	Accroissement Relatif	
	1976/77	1977/78
Haricots	24,9%	22,7%
Maïs	63,1%	6,1%
Riz	13,4%	9,9%
Dqs	10,0%	5,3%
Côte	11,5%	0,7%
Porc	10,8%	8,1%
Frômeage	9,8%	12,1%
Tomates	18,2%	13,3%
Oranges	53,3%	2,9%
Bananes	- - -	16,7%
Sucre	1,2%	11,9%
Sauce de Tomate	5,9%	11,1%

Cette inflation se traduit aussi dans le fait que «un Lempira» de 1966 a actuellement un pouvoir d'achat de 56 centavos seulement.

Entre temps, le salaire minimum journalière fût augmenté récemment, au début cette année, après deux ans de discussion infructueuse. Il n'est pas uniforme pour tout le pays, mais cela varie selon le lieu et le type d'occupation du travailleur. Dans le tableau qui suit, sont donnés les principaux chiffres en dollars pour faciliter la comparaison.

TYPE D'OCCUPATION	Solde antérieure Solde actuelle en dollars	
Manufactures		
De 1 à 5 travailleurs		
en Tegucigalpa et San Pedro Sula	1,50	1,90
reste du pays	1,50	1,80

De 6 travailleurs à plus		
en Tegucigalpa et San Pedro Sula	2,00	2,50
reste du pays	1,50	1,90
Commerce, jusqu'à 5 employés		
tout le pays	1,50	1,80
De 6 travailleurs à plus		
en Tegucigalpa et San Pedro Sula	2,00	2,40
reste du pays	1,50	1,80
Transport		
en Tegucigalpa et San Pedro Sula	2,00	2,40
reste du pays	1,50	1,90
Stockage de marchandises		
en Tegucigalpa et San Pedro Sula	2,00	2,40
reste du pays	1,50	1,90
Activité Financière		
en Tegucigalpa et San Pedro Sula	2,00	2,60
reste du pays	1,50	2,00
Mines	1,50	2,50
Raff. et pompage de pétrole	2,00	2,60
Entretien et Réparation		
de chemins de fer	2,00	2,60
Cultive de banane		
pour l'exportation	2,00	2,60
Activités agricoles et		
de l'élevage	1,25	1,50
Services		
en Tegucigalpa et San Pedro Sula	2,00	2,40
reste du pays	1,50	1,80
Bâtiments		
en Tegucigalpa et San Pedro Sula	1,50	2,00
reste du pays	1,50	1,90

Travail Artisanal		
en Tegucigalpa et San Pedro Sula	1,50	1,90
reste du pays	1,50	1,80
Travail Portuaire	2,00	2,75

Pour bien analyser ce que signifie cette augmentation, il est nécessaire de dire que beaucoup de patrons trouvent la façon de ne pas payer, même ce salaire minimum, qui va être absorbé par les augmentations, déjà produits ou qui vont se produire dans le budget familial cette année, de plus ce salaire minimum quand on le fixe ne correspondait à l'inflation des 4 années antérieures.

Enfin, nous devons indiquer, selon des chiffres officiels, qui ne prennent pas la compte la sous-occupation, qu'il existait en 1978 un nombre de 78.500 chômeurs, ce qui représente les 7,5% de la population active.

Il est vrai, que cette radiographie de notre situation économique nous sert seulement, si nous l'ajoutons aux autres aspects de notre société, aspects qui sûrement vont nous expliquer le pourquoi de ces données économiques et vice-versa.

(1) Sources: Elizabeth E. Eldredge et Denis R. Rydjeski : Algunos Aspectos de las Inversiones Estadounidenses en Honduras, Revista Economía Política No. 2, Juillet-Septembre 1972, p. 66 et suiv. Antonio Murga F. : Concentración Industrial en Honduras, Revista Economía Política No. 9, Novembre 1974, Avril 1975, p.65 et suiv.

(2) Source : Banque Centrale de l'Honduras

COLOMBIE: «FIRMES» NOUVELLE FORCE POLITIQUE

suite du numéro précédent

La raison de cette disposition est très claire, mais ne voulions pas que FIRMES se convertisse en un amalgame de groupes disparates qui viendraient dans cette nouvelle organisation pour se livrer de petites escarmouches ou satisfaire des rancunes ou appétits de domination. Alors, on fit table rase de tout le passé, et ainsi, celui qui entra dans le mouvement le fit à titre personnel, convaincu qu'avec un mouvement large et démocratique comme l'est FIRMES, on pourrait obtenir dans le pays une audience que n'avaient pas eue les petites ou grandes organisations qui se décidèrent à se dissoudre et à entrer dans le mouvement, vus les inconvénients qu'apportaient pour le peuple colombien cette dispersion des forces politiques intéressées par la libération et les changements révolutionnaires.

Naturellement l'adhésion ne s'arrêtait pas à de simples considérations personnelles, avec chaque groupe ou person-

ne qui voulait entrer dans le mouvement, nous discussions de nos plateformes et aspirations politiques. Ceux qui se décidèrent à entrer, le firent parce que FIRMES est, parmi les mouvements politiques qui sont apparus dernièrement dans le pays, celui qui a travaillé avec le plus de fermeté sur les deux fronts qui constituent la base de notre plateforme.

D'un côté, une défense du système démocratique vers une amplitude dans le sens économique et social. C'est-à-dire, pour nous la démocratie n'a pas seulement une valeur politique comme forme d'organisation de l'Etat, mais a aussi un caractère économique, parce que nous pensons, que ce sont les travailleurs qui à la longue mènent la direction du processus économique au travers de la participation dans la direction, des entreprises. Nous pensons que la démocratie doit être sociale, c'est-à-dire, que toute action de l'Etat et des forces productives du pays doivent s'orien-

ter dans le but de créer une situation de bien-être au service des masses travailleuses, aspiration qui dans un pays de tant d'injustices sociales, comme c'est le cas en Colombie, de tant de séparations entre les classes riches et les classes deshéritées, suscitent un vif intérêt.

Notre mouvement, avant tout, se préoccupe de la défense de la démocratie non pas de la démocratie actuelle, mais d'une démocratie nouvelle envisagée au niveau économique et social.

Aussi, nous avons vu dans FIRMES, l'organisation qui peut travailler avec plus de courage à l'entreprise ayant pour but d'assurer la vigueur réelle des droits de l'homme. Pour nous, ceci a une grande importance, puisque depuis plusieurs années, depuis l'initiation du processus qui en Amérique latine est connu sous le nom de «Politique de sûreté», c'est-à-dire ce que les classes dominantes appellent subversion populaire, cette défense, des libertés démocratiques et les droits humains, a une grande résonance et signification dans les masses populaires. Notre mouvement s'érige comme un front de lutte à un niveau lointain ou proche. Ce but lointain tend à la conquête d'une organisation socialiste de la société et une nouvelle structuration de l'Etat, cela en fonction des nécessités des classes opprimées.

— Quels sont les grands traits fondamentaux programmatiques et tactiques du mouvement FIRMES ?

— Du fait de la jeunesse du mouvement, nous n'avons pas encore pu, élaborer le programme définitif de l'organisation. Ce que j'expliquais dans la réponse antérieure, a la valeur d'être une espèce de carte de présentation initiale du mouvement.

En ce qui concerne le programme véritable et définitif, nous avons pensé qu'il ne devait pas être le résultat de l'élucubration d'un groupe d'intellectuels qui se réunit à Bogota et qui, après avoir lu quelques livres, déciderait d'établir un programme. Notre ligne d'action dans ce sens est distinct. Nous allons consulter la base au travers de nous comités régionaux, *quelle est, pour vous homme du commun, la nécessité la plus ressentie, que vous vient-il à l'idée en tant que consommateur, ménagère, citoyen, ce qui est le plus urgent à résoudre en matière économique, politique et sociale.*

A partir de ces réponses nous élaborerons le programme définitif et nous définirons, en accord avec le sentiment des gens, notre conduite tactique et stratégique. La consultation et l'opinion de l'homme de la rue, nous intéressent profondément, car c'est lui qui ressent et réclame une solution à ces besoins : ce point sera la source initiale de notre programme.

— A travers ces documents FIRMES a insisté, sur le fait qu'une de ses propositions est de surmonter les erreurs de la gauche traditionnelle. Quelles sont à votre idée ces erreurs et de quelle manière concrète, FIRMES pense-t-il les résoudre ?

— Nous sommes partis du fait que l'expérience obtenue par d'autres groupes politiques de gauche ne fut pas bénéfique aux les buts que ces groupes poursuivaient.

A quoi doit-on le faible développement des organisations de gauche, dans le pays, par rapport à ses liens et influences dans les masses travailleuses ? Nous pourrions signaler plusieurs failles qui nous ont amenés à la nécessité de les surmonter.

D'un côté le caractère abstrait et schématique des formulations politiques de ces organisations, à tel point que l'homme (en chair et en os) ne se sentait pas représenté par ces propositions.

Nous, nous voulons quelque chose plus concret, quelque chose de mieux perçu par des larges masses, d'où la méthode que nous avons adoptée pour définir nos propositions politiques et programmatiques.

Une autre erreur des anciennes organisations de gauche, est l'intellectualisme qui les caractérise, lequel crée une espèce de distance insurmontable entre elles et les masses populaires ou l'homme de la rue.

Une des grande différence avec la gauche traditionnelle, réside dans le fait que celle-ci s'est alignée, dès le début avec certaines puissances socialistes dominantes, il s'agit de l'Union Soviétique, la Chine ou encore de Cuba même, quoique n'étant pas une puissance qui exerce une grande attraction dans ces pays voulant un changement révolutionnaire.

Nous, nous voyons que cet alignement international de la gauche aux positions déjà consacrée par les métropoles socialistes est un facteur qui éloigne l'homme ordinaire. Parce que l'homme du commun veut une chose solide à partir d'ici, du sol colombien.

Pour cela nous avons dit, que nous respectons, admirons, défendons les conquêtes socialistes de l'Union Soviétique, Cuba, Vietnam, Chine, mais nous ne les prenons pas comme modèle pour notre pays. Notre organisation se basera sur un modèle propre que nous allons délimiter par l'exploration dans les masses et la réalité colombienne.

C'est ainsi que notre mouvement sera nettement national, dans le sens que, son programme surgira de la réalité du pays même et que nous ne reconnaitrons pas de lignes ni de directions étrangères.

Pour moi, la gauche n'a pas progressé, entre autres

choses, par cette soumission qui a existé, de la part des groupes et partis à l'égard d'une métropole socialiste, qui bien qu'elle soit très discrète dans ces relations, ne correspond pas à ce que veut l'homme colombien.

La méthode pour surmonter ces déficiences de la gauche, part de la considération du contact permanent avec les gens, en les interrogeant sur leurs besoins et leurs opinions sur les finalités et tâches du mouvement, sur cette base nous réévaluerons et actualiserons notre politique sans attendre des directives venant de l'étranger.

— Quelle appréciation portez-vous sur la situation politique en Amérique latine et les possibilités de FIRMES d'établir des relations avec d'autres organisations révolutionnaires du continent ?

— Par rapport à l'Amérique latine, mon appréciation est pessimiste, encore qu'un homme d'idées socialistes ne puisse jamais être pessimiste, parce qu'il sait que le futur de l'humanité sera socialiste. Mais en tout cas, en voyant le programme d'Amérique latine, des facteurs adverses s'observent indubitablement, par le fait que les régimes militaires prédominent dans la majeure partie du continent. Bien que ces pays, qui comme la Colombie, aient encore des gouvernements civils, nous pouvons constater, qu'il y a une militarisation, nous ne dirons pas absolue comme au Chili ou en Argentine, mais une militarisation relative, étant donné l'essor qu'ont pris les forces militaires en vertu de l'appel politique ou doctrine de la sécurité, qu'il faut entendre comme une sécurité contre les avances des luttes du peuple.

Les militaires du Brésil furent ceux qui les premiers semèrent la graine de l'appel politique de sécurité, qui dernièrement a gagné tant de force dans les classes dirigeantes colombiennes, qui se servent de l'appellation «subversion populaire», et qui n'est autre que l'éclatement de la faim, de la misère, de l'analphabétisme, du désespoir, de l'insécurité dans lesquels vivent les masses populaires. Tout cela a fait que nous pensons que le moment actuel est difficile en Amérique latine. Mais nous savons qu'il y a des forces qui travaillent dans tous les pays d'Amérique latine pour le changement social et politique, par les voies qui sont considérées comme les plus adéquates.

Nous nous sentons solidaires de ces forces qui combattent dans le même sens que nous, malgré les différences naturelles, mais dont les buts sont les mêmes : construire une véritable démocratie sociale, c'est-à-dire une société de type socialiste.

Nous sommes pour l'internationalisme prolétaire, mais en respectant l'autonomie de chaque peuple.

— Quelle est la situation politique que l'on vit en Colombie ?

— La situation politique colombienne est en crise. En premier lieu, il y a une banqueroute des partis traditionnels, la Colombie a balancé, au long de sa vie indépendante, entre l'existence du parti libéral et celle du parti conservateur, aussi vieux que notre nationalité.

Mais ce qui se passe, c'est que, dans les derniers temps, ces partis sont entrés dans une crise, pour moi définitive, qui a pour cause le fait qu'aucun de ces deux partis n'est en conditions de donner aujourd'hui une réponse satisfaisante aux demandes du peuple, ce pour quoi le peuple commence à leur tourner le dos.

Mais la crise a un second aspect, qui réside dans le fait que n'a pas encore surgit la force politique susceptible de remplacer les deux partis traditionnels en banqueroute. Pour cela, un mouvement comme le nôtre est aussi important, s'il en est capable, ce que je pense, et peut combler une grande partie du vide politique que laissent les deux partis traditionnels, surtout le libéral, qui auparavant se présentait comme parti du peuple, d'où il arriva à contrôler la majorité des masses, car selon les analyses que j'ai réalisées, ce parti est devenu un parti bourgeois qui donne la prédominance aux intérêts de la classe bourgeoise. Par l'échec des deux partis traditionnels, la crise de l'État colombien, a été en s'accroissant, parti qui, depuis le début du Front National, s'est basé sur la coalition des deux partis traditionnels. Maintenant, par crise de ses deux partis, l'État a eu du remplacer le vieil appui du libéralisme et le conservatisme, s'appuyant chaque fois plus sur les forces militaires, qui sont les forces dynamiques qui existent aujourd'hui dans le pays.

La situation de crise que vit le pays, se manifeste aussi dans le fait qu'en Colombie, qui jusqu'à présent s'était vantée d'être un état de droit très respecté des normes constitutionnelles, ne l'est plus, par le fait que nous vivons sous l'état de siège depuis pratiquement 30 ans.

La faiblesse des partis traditionnels, la crise de l'État et du parlement même, qui n'est déjà plus une entité législative, moins vif à force de voter des Lois extraordinaires en faveur du pouvoir exécutif, avec le reflet clair de la crise politique que vit la Colombie, ce à quoi il faut ajouter le croissant pouvoir des militaires dans la vie politique du pays.

Cette crise se surmontera ou se liquidera définitivement avec l'ascension des forces démocratiques du pays, pour lesquelles lutte actuellement le mouvement FIRMES.

GROUPE ANDINO

En 1977, les importations des cinq pays du groupe Andino (Venezuela, Colombie, Equateur, Pérou et Bolivie) ont totalisé 16.224 millions de dollars. Les importations de toute la région latinoaméricaine ont atteint le chiffre de 47.883 millions de dollars. Après le groupe Andino, le principal importateur a été le Brésil avec 13.319 millions de dollars, suivi du Mexique 5.510 millions de dollars et l'Argentine 4.100 millions de dollars (1).

La composition des importations était : 12,2% du total de biens de consommation, 53,8% de biens intermédiaires, inclus les combustibles et lubrifiants, les 34% restants correspondent à des biens du capital. L'importation de biens de consommation a subi une augmentation de 1,1% en rapport à 1976, tandis que l'achat des biens intermédiaires a baissé de 0,2% et les biens du capital de 0,9% (2).

(1) Accord de Cartagena, Bulletin de Presse, Lima No. 7/79, 26 janvier 1979

(2) Accord de Cartagena, Bulletin de Presse, Lima No. 6/79, 24 janvier 1979



CHILI:

DEFICIT COMMERCIAL

La Banque Centrale du Chili a informé que le déficit commercial en 1978 a atteint les 360,5 millions de dollars. Les exportations ont totalisé 2.407,8 millions de dollars, tandis que les importations ont été de l'ordre de 2.758,3 millions de dollars, selon les chiffres provisoires. Parmi les produits traditionnels, le cuivre avec une valeur de 1.201,5 millions de dollars, est l'un des plus importants.

PANAMA

ACTIVITE POLITIQUE

Le Parti Révolutionnaire Démocratique (PRD) a sollicité une autorisation devant le Tribunal Electoral pour s'inscrire comme parti politique. En accord avec le règlement des Partis Politiques, une collectivité nécessitant un minimum de 30 mille adhérents s'est ouverte le 1er janvier, après dix ans de suspension dans la vie politique des partis. D'autres organisations politiques ont annoncé leur décision de commencer le processus d'inscription.



ARGENTINE:

SOUTIEN A MASSERA

L'amiral retraité Emilio Massera, reçu le premier soutien public d'un parti politique à ses aspirations présidentielles, basées sur un programme de tendance social-démocrate. Le Parti d'Union du Peuple argentin (UDELPA), a approuvé le soutien à Massera lors d'une Convention Nationale qui réunit 62 délégués de 11 districts. Durant la réunion qui eut lieu les premiers jours d'Avril, on a lu le programme du Mouvement Social Démocrate, dénomination provisoire de la structure politique qui est en train de se créer autour de la personne de l'ex-membre de la Junte Militaire du gouvernement. UDELPA fut fondé par le général Pedro Eugenio Aramburu, leader de la croisée nationaliste qui renversa le gouvernement de Juan Domingo Peron en 1955.

Dans certains milieux politiques argentins on commente que quelques secteurs orthodoxes du justicialismo seraient disposés à donner leur appui à l'éventuelle candidature présidentielle de Massera.

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France : Institutions 165 FF., Individus 105 FF, Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger : Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US Dlls. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de C.I.A.L. N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent être adressées au siège d'ALAI à Montréal.

Directeur de publication : Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur : 001. N° Imprimeur : A001.